



NEWS – N° 10 / Juin 2015

IMPÔT SUR HERITAGE + BANQUE NATIONALE SUISSE

Chers actionnaires d'Alliance-CH & chers intéressés,

La question m'est posée par un de nos actionnaires concernant la prochaine votation en relation avec l'impôt sur l'héritage. Cela m'a poussé à rédiger ce blog. Bonne lecture!

Impôt sur héritage oui ou non?

Pour être clair dès le départ: **je suis totalement contre** ce nouvel impôt. La Bible est pour moi le meilleur manuel avec réponse à toutes les questions! Aussi en relation avec celle-ci. A ce sujet je cite les versets dans 2 Corinthiens 12,14b: «*Ce n'est pas, en effet, aux enfants à amasser pour leurs parents, mais aux parents pour leurs enfants.*» et dans Proverbes 13,22a: «*L'homme de bien a pour héritiers les enfants de ses enfants.*». Ces versets font ressortir que **l'héritage représente un aspect important** dans l'enseignement biblique. La Bible dit que l'héritage devrait non seulement aller des **parents aux enfants** mais des **grands-parents aux petits-enfants** - et non pas à l'état! L'argumentation avancée comme quoi ce nouvel impôt représenterait une aide aux pauvres n'est pas recevable. On n'apporte jamais une vraie aide aux défavorisés en leur «donnant de l'argent». Une vraie aide consiste en apportant l'enseignement «Comment gérer l'argent» et par un accompagnement de désendettement. La connaissance biblique correspond à la vérité et la vérité rendra libre, dit la Bible. Ce n'est donc pas l'argent qui est la solution à la pauvreté mais la connaissance du fonctionnement de la monnaie et du faux dieu Mammon ainsi que les promesses de notre grand Dieu, notamment dans 2 Cor 9,8 où nous trouvons une magnifique promesse de notre pourvoyeur divin. Par ailleurs, Jésus n'a pas sorti les pauvres de leur pauvreté mais les a libérés de l'esprit de pauvreté.

Un autre exemple est la parabole dans Matthieu 25,13-30. Chaque intendant avait reçu un certain nombre de talents pour une bonne gestion. Celui avec un talent l'a enterré pour ne pas le perdre et les deux autres ont multiplié leurs 2 respectivement 5 talents. Quand le Maître est revenu il n'était pas content du premier. Son talent lui fut enlevé et donné, non pas à celui avec 2 talents mais à celui avec les 5. Ici nous avons un exemple de la stratégie économique de Dieu, une stratégie que j'appelle 'stratégie de tête': Dieu rend le fort (celui qui lui est fidèle!) encore plus fort afin qu'il puisse devenir un instrument de bénédiction encore plus fort – et cela en faveur du pauvre.

Ces exemples me démontrent que l'imposition plus lourde de l'héritage n'est pas une solution et ne correspond pas à l'enseignement biblique. Une stratégie de tête serait de présenter notre Sauveur aux heureux héritiers afin qu'ils puissent devenir un instrument de bénédiction – et non pas nourrir l'état-glouton. Une autre argumentation avancée par les initiants en relation avec le jubilé (remise des dettes tous les 7 ans) est également un non-sens. Le fait que l'initiative «Impôt sur héritage» avec toutes ses fausses argumentations provienne d'un soi-disant parti chrétien m'attriste. Lors d'un congrès où j'ai participé comme orateur

principal j'ai abordé un membre du parti en question en relation avec cette initiative. Ma proposition de lui apporter la preuve, avec Bible en main, du non-sens de cette initiative a été rejetée avec la réponse: «Même si vous m'apportez la preuve par la Bible, je ne changerai pas d'opinion...». Cette réponse dit tout. Je recommande un très clair **NON**.

Où nous mène la BNS (Banque nationale suisse)?

Notre Banque nationale suisse prétend œuvrer pour l'économie suisse mais achète des obligations étrangères douteuses, des actions américaines et affiche des pertes historiques en ce premier trimestre 2015. Encore une preuve de l'ineptie des "politiques monétaires".

Les keynésiens ne supportent pas la démocratie en matière d'économie. Taux d'intérêt, parités monétaires ne sauraient être déterminés par la rencontre de multiples acheteurs et vendeurs, la loi de l'offre et de la demande, sur un marché libre et ouvert. Monnaie et change sont l'apanage d'une banque centrale pilotée par des technocrates omniscients qui ont pour mission d'œuvrer pour le bien du peuple. Le peuple, lui, est bien trop borné, limité, mal éduqué pour avoir quelque discernement dans des domaines aussi importants. Ces derniers sont l'apanage de Wall Street, de Harvard ou des énarques, de l'élite de Davos.

Il fut un temps où la Suisse faisait partie des rares pays qui n'étaient pas administrés par des keynésiens

Les keynésiens sont d'ardents défenseurs de la monnaie faible. Il fut un temps où la Suisse faisait partie des rares pays qui n'étaient pas administrés par des keynésiens; il était alors écrit dans la constitution helvétique que la Banque nationale suisse se devait d'avoir 40% de ses réserves monétaires en or. Les Suisses ont donc énormément pâti durant des décennies d'avoir une monnaie forte.

En 1958, lorsque le nouveau franc fut promulgué en France, il fut décidé qu'il serait à parité avec le franc suisse: 1 CHF = 1 FF. La France keynésienne et dirigiste pratiqua la politique de la monnaie faible, politique consistant à brader le travail de ses concitoyens. En effet, selon les keynésiens, si un pays baisse la valeur de sa monnaie, il vend mieux ses exportations. Au contraire, la Suisse ne faisait pas grand-chose et le franc suisse se renchérisait face au franc français. Les deux francs dérivèrent donc. Pour fixer les idées, lorsque le franc français fut dissout dans l'euro, un franc suisse achetait 4,5 francs français (1 CHF = 4,5 FF).

Puisque notre monnaie était forte, nos entrepreneurs suisses et leurs salariés devaient réaliser des gains de productivité pour vendre leurs produits à l'étranger. La production de richesse par habitant a été multipliée par trois en France comme en Suisse mais avec une petite différence: la France fait partie des pays développés dont la dette publique par habitant est l'une des plus importante au monde et le taux de chômage le plus fort. Inversement, la Suisse fait partie des pays développés les moins endettés et où le chômage est le plus faible. Le franc fort n'empêche pas nos multinationales de vendre leurs produits fabriqués dans un pays à monnaie forte.

Les Français ont ainsi pu continuer à vivre à crédit à bon compte, grâce aux Suisses

Les Helvètes se mettent au keynésianisme

Puis la Suisse s'est convertie à la religion keynésienne. Elle a intégré le FMI en 1992 ce qui l'a contrainte à renoncer à avoir 40% de ses réserves monétaires en or. Ses banquiers centraux ont estimé qu'il était bon que le franc suisse s'accroche à l'euro contre vents et marées. La BNS a donc acheté beaucoup d'obligations d'Etat françaises pour soutenir l'euro et empêcher le franc suisse de monter. Les Français ont ainsi pu continuer à vivre à crédit à bon compte, grâce aux Suisses.

Soudain, en début d'année 2015, la BNS a décidé de décrocher le franc de l'euro et le franc s'est envolé face à la monnaie unique. Avec plus d'un trimestre de recul, que constatons-nous? L'économie réelle suisse poursuit son petit bonhomme de chemin, comme avant. La BNS, de son côté, a acheté beaucoup d'actions de multinationales américaines en créant autant de francs suisses: 497 millions de francs suisses dans Apple, 200 millions dans Google, 200 millions dans Exxon Mobil, par exemple. Elle a aussi acheté des obligations américaines ce qui a contribué à affaiblir l'euro face au dollar. Sur le premier trimestre 2015, la BNS affiche une perte de 29,3 milliards de francs suisses, la plus forte de son histoire. Quel jeu joue la Banque nationale suisse?

La stratégie de politique monétaire de la BNS se fonde sur trois éléments: une définition de la stabilité des prix, une prévision d'inflation à moyen terme qui sert de base aux décisions de politique monétaire de la BNS et, sur le plan opérationnel, une marge de fluctuation assignée au Libor pour dépôts à trois mois en francs.

La BNS est une société anonyme régie par une loi spéciale qui stipule que:

- elle approvisionne en liquidités le marché monétaire en francs suisses ;
- elle assure l'approvisionnement en numéraire ;
- elle facilite et assure le bon fonctionnement de systèmes de paiement sans numéraire ;
- elle gère les réserves monétaires ;
- elle contribue à la stabilité du système financier.

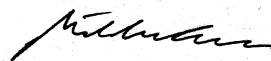
Ses actionnaires sont les cantons (à 52%) et les banques cantonales, ses éventuels profits sont reversés aux cantons (pour les deux tiers) et à la Confédération (pour un tiers).

En pratique, la BNS, comme toutes les autres banques centrales, essaye de faire tenir debout un système financier mondial corrompu, ivre de surendettement finançant de la surconsommation, un système reposant sur le mensonge et confondant richesse réelle et création de crédit et qui profite exclusivement à l'*establishment* politico-financier.

Margaret Thatcher a dit en son temps, "le problème avec le socialisme, c'est qu'on arrive très vite à court d'argent des autres". Mais le keynésianisme n'a pas ce problème: lorsqu'il n'y a plus d'argent, il le fabrique. Tant que personne ne découvre la supercherie, tout va bien. Lorsqu'elle est découverte, les contribuables paient. Ainsi, la BNS fait le bonheur de Wall Street, pas des Suisses.

On doit également se poser la question suivante: quelle perte attend notre BNS si les + de 500 milliards de devises «pourries» (contenant plus de 170 milliards d'euros) perdent en valeur? Une chose me semble certaine: l'euro ne risque pas de monter – la descente par contre me semble bien probable...

Au nom du conseil d'administration d'Alliance-CH SA je vous souhaite une journée bénie!



Au nom d'Alliance-CH SA
Kurt BUEHLMANN, président du CA

Source: article BNS Simone Wapler (partiellement)